

6 mai Grève Générale

La CGIL a proclamé pour le **6 mai 2011** une grève générale pour relancer l'exigence d'une politique économique différente, contre la crise et le déclin de notre pays qui risque d'être irréversible.

Le gouvernement Berlusconi, en effet, incapable de répondre aux besoins du pays, l'a appauvri sur le plan économique et l'a mortifié aussi sur le plan social avec ses mesures sur l'enseignement et la culture.

- Il décharge ses responsabilités dans la lutte contre le chômage et le précaire en utilisant la présence des immigrés comme boucs émissaires, pour répandre la peur du différent, et humilie la dignité des personnes et la civilité de l'Italie avec des dispositions xénophobes et racistes.
- L'irresponsabilité totale dans la gestion du flux d'immigrés en provenance d'Afrique du Nord est la preuve indéniable de son échec sur les politiques pour l'immigration.

La CGIL propose une plateforme détaillée pour sortir de cette crise, en mettant au centre le travail et le développement, la reconquête d'un modèle contractuel unitaire basé sur les règles de la démocratie et de la représentation dans le monde du travail, une fiscalité plus équitable, en indiquant un ensemble de mesures pour engager le pays dans un avenir de croissance et de confiance pour les jeunes italiens et immigrés. Cette plateforme, qui répond aux problèmes d'aujourd'hui pour construire un projet d'avenir, intervient aussi sur la condition des travailleurs immigrés et revendique notamment:

- **une mesure de régularisation des immigrés déjà présents en Italie**, pour combattre le travail au noir et non déclaré, en considérant l'immigration comme une ressource pour le développement;
- **la réforme de la citoyenneté**, en affirmant – en plus d'une gestion positive et plus efficace des flux d'entrée et des regroupements familiaux - la nécessité de défendre les parcours de stabilisation et d'intégration à travers une véritable réforme de la citoyenneté, surtout pour ceux qui sont nés en Italie, pour surmonter les discriminations, à partir du droit de vote administratif;
- **la suspension de la Loi Bossi-Fini en cas de perte d'emploi pour crise d'entreprise**, parce qu'il n'est pas acceptable que les travailleurs immigrés (plus de 2.300.000), qui travaillent depuis des années en Italie (en produisant environ 10% du produit intérieur brut), qui envoient leurs enfants à l'école pour construire leur avenir dans ce pays, en perdant leur emploi, perdent aussi leur permis de séjour, en devenant des irréguliers à risque d'expulsion et de chantage de la part de quiconque.

La CGIL met aujourd'hui plus que jamais en avant sa nature pluriethnique, en réaffirmant que la défense du droit ne connaît pas de barrières ethniques parce que **Droits inégaux = Moins de droits pour tous.**

Nous travailleuses et travailleurs immigrés, nous ferons grève en masse et nous descendrons dans la rue conscients du fait que la défense de nos droits d'immigrés n'est possible que si nous revendiquons et défendons les droits communs à tous.

